



DIRECTION ACADEMIQUE
DES BOUCHES-DU-RHÔNE



MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE



Direction
des services
départementaux
de l'éducation nationale
des Bouches-du-Rhône

Division des personnels
Bureau de la gestion
individuelle et financière
des enseignants du 1^{er} degré
DP1
Le chef de bureau

Dossier suivi par
Chantal Colonna
Téléphone
04 91 99 67 31
Fax
04 91 99 67 81
Mél.
Chantal.colonna
@ac-aix-marseille.fr

28-34 boulevard
Charles Nédelec
13231 Marseille
cedex 1

Le Directeur Académique des Services
Départementaux de l'Éducation Nationale
Des Bouches du Rhône
à

Mmes et messieurs les enseignants du 1^{er} degré

Sous couvert de :

- Mesdames et Messieurs les Inspecteurs de l'Éducation Nationale chargés de circonscription
- Mesdames et Messieurs les Principaux de Collèges

Marseille, le 28 janvier 2013

Objet : Mise en disponibilité, congé parental - année scolaire 2013- 2014

La présente note de service a pour objet de préciser les conditions de mise en œuvre et les procédures relatives aux situations citées en objet pour l'année scolaire 2013-2014.

I – MISE EN DISPONIBILITE (formulaire n°1) :

- *Loi n°84-16 du 11 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique de l'Etat (articles 51 et 52)*
- *Décret n° 85-986 du 16 sept. 1985 modifié par le décret n°2002-684 du 30 avril 2002*

La disponibilité est la position du fonctionnaire qui, placé hors de son administration ou de son service d'origine, cesse de bénéficier de ses droits à rémunération, à avancement et à la retraite.

- Les disponibilités demandées au titre des **articles 44 et 46** sont des disponibilités soumises à autorisation.
- Les disponibilités demandées au titre de **l'article 47** sont de droit.

S'agissant d'une 1^{ère} demande, elle devra parvenir, par la voie hiérarchique, (I.E.N. ou Chef d'Établissement) le **15 mars 2013**, qui la transmettra assortie de son avis, au bureau DP1, pour le **31 mars 2013, délais de rigueur**.

Pour les demandes de **reconduction**, chaque enseignant reçoit à son adresse personnelle, telle qu'enregistrée dans la base informatique de gestion, un courrier l'invitant, à renouveler sa disponibilité, soit à solliciter sa réintégration. Les personnels sont tenus de faire connaître leur réponse **avant le 7 mai 2013, délai de rigueur**.

J'appelle votre attention sur les dispositions légales rappelées ci dessus qui fixent, notamment, les **conditions relatives à la réintégration** des fonctionnaires à l'issue

d'une période de disponibilité. **Celle-ci est susceptible d'être différée** jusqu'au constat de la vacance d'un ou plusieurs emplois.

Aussi bien les personnels doivent-ils prendre en compte (dès à présent) l'hypothèse selon laquelle leur réintégration ne pourrait être prononcée à la date qu'ils auraient souhaitée.



II – CONGE PARENTAL

- *Loi n°84-16 du 11 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique de l'Etat (article 54)*
- *Décret n°85-986 du 16 septembre 1985, titre VII (articles 52 à 56), relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat)*
- *Décret n°2012-1061 du 18 septembre 2012 modifiant les règles applicables en matière de congé parental pour les fonctionnaires et les agents non titulaires*

2/2

Le congé parental est un congé non rémunéré durant lequel l'enseignant bénéficiaire (la mère ou le père) cesse totalement son activité professionnelle pour élever un enfant jusqu'à la date anniversaire de ses 3 ans. Il peut débuter à tout moment après la fin du congé de maternité ou d'adoption. Il est accordé par périodes de 6 mois renouvelables. Un congé parental de durée inférieure peut être accordé après une 1^{ère} période de 6 mois dans les deux cas suivants :

- Reprise d'activité au début de l'année scolaire, uniquement dans le cas où la fin normale du congé parental se situe avant le 30 septembre 2013.
- Date anniversaire des 3 ans de l'enfant.

La 1^{ère} **demande ou le renouvellement** du congé parental doit être déposée et parvenir par la voie hiérarchique à la direction académique **2 mois, délai de rigueur**, avant le date envisagée de mise en congé parental. **La 1^{ère} demande sera obligatoirement accompagnée d'un extrait d'acte de naissance de l'enfant ou d'un justificatif précisant la date d'arrivée de l'enfant adopté dans la famille.**

Les demandes de renouvellement doivent être présentées deux mois au moins avant l'expiration du congé parental en cours, **sous peine de cessation de plein droit du bénéfice du congé parental.**

Il convient de souligner que **la mise en congé parental induit la perte du poste**, la réintégration à son terme intervenant dans les conditions précisées au sein du "mémento mouvement". Lorsque elle intervient en cours d'année elle est opérée sur le poste **vacant le plus proche** de celui précédemment occupé.

Je vous invite à vous rapprocher de mes services pour d'éventuelles précisions.

Pour le Directeur Académique,
Le Secrétaire Général

signé

Michel RICARD



MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE



Division des Personnels

Bureau de gestion individuelle
des personnels enseignants
du 1^{er} degré public -
DP 1



1^{ère} DEMANDE DE MISE EN DISPONIBILITE

Année scolaire 2013/2014

Je soussigné(e),

NOM : **Prénom** :

Nom de jeune fille : **Téléphone personnel** :

1 – Fonctions particulières exercées (*raier les mentions inutiles*) :

Directeur - Maître spécialisé - Titulaire remplaçant - Autre (à préciser) :

2 – Mode d'affectation (*raier la mention inutile*) : *A titre définitif* - *A titre provisoire*

3 – Ecole ou établissement d'affectation :

- Dénomination :
- Commune :
- Circonscription d'I.E.N. :

Sollicite, en application du décret n° 85- 986 du 16 septembre, modifié par le décret n° 2002-684 du 30 avril 2002, le bénéfice d'une disponibilité au titre de (cocher la case correspondant à votre situation):

- l'article **44**, disponibilité sur autorisation pour (*cocher la case correspondant à votre situation*) :
- études ou recherche
- convenances personnelles

- l'article **46**, disponibilité sur autorisation pour créer ou reprendre une entreprise

- l'article **47**, disponibilité de droit pour (*cocher la case correspondant à votre situation*) :
- dispenser des soins à un conjoint, un enfant, un ascendant atteint de maladie grave ou handicapé,
- élever un enfant de moins de 8 ans,
- suivre son conjoint,
- adopter un enfant à l'étranger,
- exercer un mandat électif,

J'ai pris bonne note qu'en l'absence des pièces justificatives citées dans le document annexé à la note de service du 28.01.2013 ma demande serait réputée irrecevable.

Fait à le

Signature

Avis de l'Inspecteur de l'Education Nationale ou du Chef d'Etablissement (*raier la mention inutile*) :

FAVORABLE - **DEFAVORABLE** (*à motiver par un courrier distinct*)

Fait à le
(*Signature et cachet*)